





## A F R I Q U E

### DIRECTION

CARINE GUIDICELLI Directrice régionale carineg@ceci.ca 221.33.864.05.31

**BURKINA FASO** ADAMA OUEÛDRAOGO Directeur adamao@ceci.ca 226.50.36.29.92

**MALI** AL ASSANE SANOGO Directeur alassanes@ceci.ca 223.229.48.44

**NIGER** YAHOUZA IBRAHIM Directeur yahouzai@ceci.ca 227.20.75.31.02

**GUINÉE** DIAN DIALLO Directeur diand@ceci.ca 224.60.22.06.74

**RWANDA** JOVITHE MUKAZIYA Représentante pays mukaziyajovithe@gmail.com 250.78 8530424 250.78 2795560

**SÉNÉGAL** MOUHAMADOU LEYE Directeur mouhamadoul@ceci.ca 221.33.825.64.14



LE CECI À TRAVERS LE MONDE



## A M É R I Q U E S

### DIRECTION

GUYPSY MICHEL Directeur régional et directeur Haïti guypsym@ceci.ca 509.3481.9715

MARILENA BIOLI Directrice Amérique latine marilenab@ceci.ca 514.875.9911

**BOLIVIE** EDUARDO ALFARO Directeur eduardoa@ceci.ca 591.2.2773412 591.2.2797342

**EL SALVADOR** ROBERTO SAMAYOA AUGSPURG Représentant pays robertos@ceci.ca 503.2246.0011 503.2246.0022

**GUATEMALA** SILVIA COTTON Directrice silviac@ceci.ca 502.2362.9383 502.2362.5292 502.2361.4966



## A S I E

### COORDINATION

DILIP CHNNAKONDA Coordonnateur dilipc@ceci.ca 514.875.9911 {NÉPAL 977.98.08.94.80.70}

**NÉPAL** KESHAVA KOIRALA Directeur keshavak@ceci.ca 977.14.41.44.30

### PRODUCTION

COORDINATION ET RÉDACTION Direction des communications du ceci

RÉVISION Gilles McMillan

IMPRESSION Impresse Inc.

TIRAGE 1000 exemplaires

Imprimé au Canada | Ce rapport est aussi publié en anglais.

© 2012 ceci (Tous droits réservés)

**MOT DU PRÉSIDENT** | *La dernière année a été difficile pour la coopération au Canada. La tendance amorcée il y a déjà quelques années se poursuit, et tout porte à croire que les prochaines années ne seront pas davantage de tout repos. Cela dit, j'ai confiance en l'avenir, j'ai confiance dans notre organisation. Le CECI saura s'adapter à cette nouvelle réalité sans trahir ni sa mission ni son âme.*

*C'est néanmoins dans ce contexte que nous avons été amenés à prendre des décisions difficiles, au début de 2012, afin que notre structure demeure opportune et pertinente. Le CECI doit être en mesure de s'adapter aux nouvelles réalités de la coopération internationale, un monde en pleine transformation. Il nous faudra en bonne partie réinventer nos pratiques. Pour cela, nul doute que l'arrivée de notre nouvelle directrice générale, Claudia Black, donne le souffle nouveau dont nous avons besoin et l'énergie nécessaire qui nous amèneront à innover et à créer. C'est avec beaucoup de satisfaction que depuis six mois déjà je suis témoin de ses talents de gestionnaire ouverte, à l'écoute, participative et inclusive.*

*Enfin, je remercie sincèrement Suzanne Laporte qui m'a précédé à la présidence du conseil d'administration du CECI d'octobre 2010 à décembre 2011 pour son dévouement et tout le travail qu'elle a accompli avec conviction. De même, merci à Mario Renaud, septième directeur général du CECI, qui a complété en mars 2012 son mandat de trois ans à titre de directeur général dans un contexte marqué par de grands bouleversements, dont le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti n'a pas été le moindre.*

*J'ai confiance en l'avenir, confiance que les membres du conseil d'administration, les membres de la corporation et toute l'équipe du CECI, au siège comme sur le terrain, sauront faire preuve d'innovation et de tout le leadership nécessaire pour continuer de faire du CECI l'organisation de coopération internationale de premier plan qu'elle a toujours été!*

**ROBERT PERREAULT** PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



**MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE** | *En avril dernier, j'ai été heureuse de me joindre au CECI à titre de directrice générale. Pour moi, le CECI a toujours représenté une organisation engagée où le dynamisme se conjugait avec l'innovation. Depuis maintenant six mois, mon sentiment ne s'est pas démenti, au contraire ! J'y ai trouvé une équipe professionnelle, dévouée et très compétente.*

*C'est donc avec confiance que j'entrevois l'avenir, malgré le climat d'incertitude et le contexte difficile dans lequel évoluent aujourd'hui les organisations de coopération internationale. De nombreux défis sont devant nous, avec les fonds d'aide publique qui diminuent et la transformation de la coopération internationale. Mais je n'ai aucun doute que nous saurons nous y adapter. Ensemble, nous devons nous mobiliser autour d'une vision commune pour un CECI fort et uni. C'est bien l'impulsion et le ton que je compte donner depuis mon entrée en poste.*

*Il est primordial de mieux définir nos positions pour le futur tout en restant fidèles à notre mission et nos valeurs. Pour cela, il nous faut notamment redynamiser notre réseau. Nous serons interpellés à travailler avec des partenaires stratégiques et à collaborer avec un ensemble d'acteurs, venant tant des organisations de la société civile, que des gouvernements et du secteur privé, afin d'innover dans notre travail.*

*Nous existons pour combattre la pauvreté et l'exclusion dans le monde. Ceci est notre raison d'être et notre motivation principale. Que ce soit par notre intervention d'urgence en réponse à la crise alimentaire au Sahel auprès de milliers de familles vulnérables, par la création d'emplois et l'appui à l'entrepreneuriat chez de nombreux jeunes en Haïti, ou par l'envoi chaque année de plus de 450 volontaires dans 15 pays, notre bilan de l'année montre des résultats significatifs rejoignant des milliers de personnes : emplois, revenus, sécurité alimentaire, accès aux services de santé, d'éducation et de formation. Tous les jours, le CECI continue à changer des vies.*

**CLAUDIA BLACK** DIRECTRICE GÉNÉRALE



**LA MISSION DU CECI EST DE  
COMBATTRE LA PAUVRETÉ  
ET L'EXCLUSION.**



## A F R I Q U E

Au Sahel, l'année 2011–2012 a été marquée par des événements politiques et économiques majeurs. Une grave crise alimentaire a de nouveau frappé la sous-région touchant plus de 18 millions de personnes, alors que le Mali a été victime d'un coup d'État et que les élections présidentielles au Sénégal se sont réalisées dans un climat plutôt tendu. Les équipes du CECI sur le terrain ont néanmoins continué de changer des vies tous les jours, se concentrant sur les projets de sécurité et de souveraineté alimentaires, tout en ne perdant pas de vue les autres aspects du travail de développement, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes et le renforcement du pouvoir économique des femmes.

### URGENCE HUMANITAIRE

Le CECI est intervenu au Sahel dès les débuts de la crise alimentaire en lançant un projet d'aide humanitaire au Niger, dont la mise en œuvre combinée à l'initiative gouvernementale « 3 N » (les Nigériens nourrissent les Nigériens) permet d'atténuer les souffrances des populations affectées.

Notre programme a ciblé 85 villages situés dans cinq communes de la région de Tahoua, soit 231 274 personnes dont 51 % de femmes. Orienté spécifiquement vers les groupes les plus vulnérables, cette intervention d'urgence bénéficie à environ 29 000 ménages qui ont participé à des activités de *cash for work*, alors que 850 familles vulnérables ont reçu une aide alimentaire sous forme de transfert monétaire pendant cinq mois et que 293 petits agriculteurs (dont 171 femmes) ont reçu un appui en semences maraîchères, en outils aratoires et en formation agricole pour relancer leurs activités productives.

Cependant, les affrontements dans le nord du Mali ont forcé plus de 315 000 personnes à fuir vers des régions plus au sud ou à chercher refuge dans les pays limitrophes, ce qui a d'autant aggravé l'insécurité alimentaire de la région. Le CECI travaille depuis à étendre son programme d'urgence aux autres pays du Sahel dans lesquels il est déjà présent.

Selon le PNUD, l'Afrique subsaharienne ne pourra pas maintenir sa reprise économique actuelle si elle n'élimine pas la faim dont souffre près du quart de sa population. Devant ce constat, le travail du CECI, dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'agroalimentaire dans une perspective de gouvernance et de développement économique local, prend toute sa valeur.

#### GUINÉE

*Le développement de secteurs agroalimentaires, comme celui des pêches en Guinée, vise à renforcer les acteurs et actrices économiques les plus aptes à assurer un développement équitable et durable en prenant en compte les spécificités des jeunes et des femmes, et, ainsi, changer la vie de la communauté!*

### SÉCURITÉ ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRES

En dehors du contexte de crise humanitaire, le CECI a poursuivi ses projets déjà en cours visant la sécurité alimentaire et le développement agroalimentaire au Mali, au Burkina Faso, au Sénégal et au Niger. Au Mali comme au Burkina Faso, nous avons continué de consolider notre appui au développement de la filière karité. Nous avons obtenu des résultats probants avec des entreprises sociales productrices de beurre de karité, un produit de plus en plus recherché par l'industrie cosmétique et alimentaire internationale pour ses propriétés exceptionnelles.

Notre travail de coopération a permis d'améliorer les revenus de dizaines de milliers de femmes, membres des organisations de production partenaires, générant des impacts remarquables sur les conditions de vie de milliers de familles. Avec la contribution de coopérants volontaires et en collaboration avec diverses organisations, nous favorisons la gestion durable de la ressource agroforestière et le développement de méthodes de production carboneutre tout en visant la croissance des ventes et des exportations.

Au Niger, malgré la crise alimentaire, le CECI a pu poursuivre et intensifier ses activités dans le domaine agroalimentaire à travers l'Alliance agricole internationale et le projet Femmes et sécurité alimentaire amorcé en 2009, rejoignant 2 312 74 personnes, dont 51 % de femmes. Si, à travers le monde, les femmes sont particulièrement vulnérables aux pénuries de ressources nourricières, c'est parce qu'elles sont à la base de la main-d'œuvre agricole et de la subsistance familiale quotidienne. C'est d'autant plus vrai au Niger, l'un des pays les plus pauvres de la planète où près de 60 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire. Sans compter que le projet rejoint des Nigériennes vivant dans des zones inaccessibles aux étrangers, pour cause d'insécurité. Mais grâce au travail exceptionnel des équipes nationales nous avons pu atteindre nos objectifs.

Plusieurs études l'ont démontré : les femmes sont la clé de la sécurité alimentaire durable. Maintenant, le projet Femmes et sécurité alimentaire concrétise ce constat, en privilégiant l'autonomisation et la participation des femmes dans un contexte de sécurité alimentaire précaire.

GUINÉE NIGER MALI  
BURKINA FASO SÉNÉGAL  
R.D. DU CONGO RWANDA



## ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Le CECI et ses partenaires nationaux en égalité femmes hommes ont entrepris ensemble une initiative visant l'adoption d'un protocole pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes et le développement en Afrique de l'Ouest, à travers un partenariat avec la Commission Genre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ce protocole vise en particulier à disposer d'un document juridique de protection et de promotion des droits des femmes. Cet outil permettra de mettre en place un mécanisme de planification dans les différents pays, de manière à s'assurer de sa mise en œuvre effective. Le processus est déjà sur de bons rails puisqu'il a bénéficié de l'adhésion du président sénégalais, du soutien de la CEDEAO et de celui du premier ministre burkinabé.

Dans la région des Grands Lacs africains, le projet de lutte contre les violences faites aux femmes a obtenu de premiers résultats probants, à travers la Concertation des collectifs des associations féminines des Grands Lacs, partenaire régional du CECI. Dans le cadre de la Conférence des chefs d'État et de gouvernements des 11 pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Concertation a mené des actions de plaidoyer et parlé d'une même voix. Leurs recommandations, en matière de sensibilisation, de lutte contre l'impunité, et de services et d'indemnisation aux victimes, ont été soumises aux chefs d'État et de gouvernement. Ces derniers les ont entendues et ont repris 70 % de leurs recommandations dans la Déclaration de Kampala.

### HAÏTI

Implanté en Haïti depuis 1971, le CECI est présent sur un tiers du territoire, ce qui en fait l'une des plus importantes organisations d'aide au développement dans ce pays. Grâce à ses multiples projets et programmes, l'organisation a participé à changer la vie de plus de 200 000 personnes.

### EN BREF

#### BÉNÉFICIAIRES

1000 étuveuses de riz comprenant des jeunes femmes et des femmes vulnérables, chefs de famille

#### MISE EN ŒUVRE

2006-2012

#### PARTENAIRES

Le ministère délégué à l'Agriculture, le Comité interprofessionnel du riz (CIR), l'Union nationale des producteurs de riz et le Groupe de coopération internationale de l'Université de Sherbrooke (GCIUS)

#### BUDGET

Financé par l'ACDI via le programme Uniterra, et le GCIUS

## Étuveuses de riz

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération volontaire Uniterra, la filière riz a été retenue pour lutter contre la pauvreté au Burkina Faso, notamment chez les femmes. Depuis 2008, les activités du CECI ont permis à plus de 1000 étuveuses de se regrouper en associations professionnelles dans les plaines de Bama et de Banzon. L'étuvage est un procédé qui consiste en une précuisson du riz *paddy*, préalablement hydraté. Cette technique de transformation transmise de mères en filles améliore la qualité physique et nutritionnelle du riz, qui se vend ensuite mieux sur le marché local.

Cette année, 2000 personnes, membres du Comité interprofessionnel du riz du Burkina, ont renforcé leurs compétences et le chiffre d'affaires du centre d'étuvage de Bama est passé de 101 millions de francs CFA en 2010 à 149 millions en 2011, une progression profitant directement aux 529 membres tout en permettant d'intégrer 210 nouvelles adhérentes. De plus, 430 étuveuses de Banzon ont elles aussi été dotées d'un centre d'étuvage, construit avec l'appui financier et technique de six étudiants du Groupe de collaboration internationale en ingénierie de l'Université de Sherbrooke, partenaire du CECI. Le démarrage de l'étuvage au centre de Banzon a permis aux femmes d'étuver et de vendre 103 tonnes pour un montant de 33 millions de francs CFA, pour la seule période de janvier à mars 2012.

En outre, les centres de Bama et de Banzon permettent aux femmes de faire leur travail dans un environnement plus respectueux des normes de qualité et d'hygiène. En plus d'améliorer leurs conditions de travail, le projet permet la création de revenus pour les femmes, dont elles sont les seules administratrices. Ainsi, en améliorant la qualité de production d'un produit agricole et en aidant à le commercialiser, le CECI a permis à des centaines de femmes d'avoir un revenu et d'avoir confiance en elles. Au Burkina Faso comme partout ailleurs, le développement est étroitement lié au pouvoir économique des femmes. L'expérience a démontré que l'étuvage constitue une source de revenus et de créations d'emplois féminins. Un projet de plus grande envergure est actuellement en planification, visant la professionnalisation de cette activité et devant rejoindre 5000 femmes.

### EXEMPLE D'UN PROJET RASSEMBLEUR AU BURKINA FASO

CONSULTEZ NOTRE  
SITE INTERNET  
POUR EN SAVOIR  
PLUS SUR CHACUN  
DE NOS PROJETS...

www.  
ceci  
.ca

## LISTE DES PROJETS RÉALISÉS ET EN COURS EN 2011-2012

### BURKINA FASO

- Coopératives de femmes productrices de karité
- Étuveuses de riz

### NIGER

- Coopératives de femmes productrices de karité
- Femmes et sécurité alimentaire
- Intervention d'urgence pour les populations affectées par la crise alimentaire

### GRANDS LACS

- Appui à la gouvernance locale en milieu rural au Rwanda
- Lutte contre la violence faite aux femmes dans les Grands Lacs

### SÉNÉGAL

- Bey Dunde « Cultiver pour se nourrir »
- Coopératives de femmes transformatrices d'arachides

### GUINÉE

- Microcrédit pour les femmes productrices de poisson fumé et les pêcheurs
- Renforcement des communautés rurales
- Coopératives de femmes productrices de karité
- Coopératives de femmes œuvrant au fumage du poisson

### MALI

- Coopératives de femmes productrices de karité
- Renforcement du système de santé communautaire
- Projet d'égalité entre les sexes
- Programme de compétitivité et diversification agricole

### RÉGIONAL-AFRIQUE

- Protocole pour l'égalité entre les femmes et les hommes



**LE CECI  
RENFORCE LES CAPACITÉS  
DE DÉVELOPPEMENT  
DES COMMUNAUTÉS  
DÉFAVORISÉES.**

## ÉTAT DES RÉSULTATS de l'exercice terminé le 31 mars 2012

	2012	2011
	\$	\$
<b>Produits</b>		
ACDI Partenariat	7 688 048	6 903 220
ACDI Bilatéral et autres	14 895 685	15 888 492
Autres bailleurs de fonds	16 467 735	16 558 356
Dons	1 285 051	4 073 712
Contributions en nature	29 804	963 571
Contributions sous forme de services rendus	3 362 786	4 096 392
Autres produits	511 986	430 855
	<b>44 241 095</b>	<b>48 914 598</b>
<b>Charges</b>		
Directions et services	7 776 389	7 414 362
Programmes	32 734 579	36 660 200
Contributions sous forme de services rendus	3 362 786	4 096 392
Intérêts de la dette à long terme	128 525	138 646
Amortissement des immobilisations	230 682	301 505
	<b>44 232 961</b>	<b>48 611 105</b>
<b>Excédent des produits sur les charges</b>	<b>8 134</b>	<b>303 493</b>

## ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS de l'exercice terminé le

### Solde au début

Excédent (insuffisance) des produits sur les charges

Acquisition d'immobilisations

Remboursement de la dette à long terme

(Pertes) gains sur taux de change des actifs nets reçus à titre de dotation

### Solde à la fin

\* Comprend l'amortissement des immobilisations de 230 682 \$ moins l'amortissement des apports re

### HAÏTI

Souvent, la discrimination liée au genre s'accompagne d'autres formes de discrimination en relation avec l'âge ou le statut social. Cette double ou triple discrimination marginalise davantage les femmes et les filles et les rend vulnérables à des traitements inéquitables. La répartition des revenus et les conditions de vie, l'accès à l'éducation et aux services de santé sont des facteurs où l'interaction entre discrimination et pauvreté est nettement perceptible.



Investis en immobilisations	Reçus à titre de dotation	Non affectés	TOTAL	
			2012	2011
\$	\$	\$	\$	\$
1 488 945	612 226	1 379 239	3 480 410	3 153 061
(224 552)*	-	232 686	8 134	303 493
391 286	-	(391 286)	-	-
170 174	-	(170 174)	-	-
-	(10 897)	-	(10 897)	23 856
1 825 853	601 329	1 050 465	3 477 647	3 480 410

\* portés afférents aux immobilisations de 6 130 \$

**INFORMATIONS  
FINANCIÈRES  
2011 – 2012**

**BILAN** au 31 mars 2012

	2012	2011
	\$	\$
<b>Actif</b>		
À court terme		
Encaisse	6 948 388	8 701 059
Encaisse en fidéicommiss	460 884	167 588
Dépôt à terme en fidéicommiss	132 060	-
Débiteurs (déduction faite d'apports reportés de 68 053 \$ ; 330 876 \$ en 2011)	1 162 221	686 414
Avances à des partenaires	1 488 081	1 692 223
Prêts et intérêts à recevoir	-	436 253
Charges payées d'avance	368 225	349 400
	10 559 859	12 032 937
Immobilisations corporelles et incorporelles	3 953 572	3 792 968
	14 513 431	15 825 905
<b>Passif</b>		
À court terme		
Créiteurs et charges à payer	2 609 861	2 296 882
Apports reportés (déduction faite de débiteurs de 1 997 197 \$ ; 887 568 \$ en 2011)	6 298 204	7 744 590
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	177 900	170 357
	9 085 965	10 211 829
Apports reportés afférents aux immobilisations	92 709	98 839
Dette à long terme	1 857 110	2 034 827
Engagements et éventualités		
<b>Actifs nets</b>		
Investis en immobilisations	1 825 853	1 488 945
Reçus à titre de dotation	601 329	612 226
Non affectés	1 050 465	1 379 239
	3 477 647	3 480 410
	14 513 431	15 825 905

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE** de l'exercice terminé le 31 mars 2012

	2012	2011
	\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Excédent des produits sur les charges	8 134	303 493
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations	230 682	301 505
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(6 130)	(6 130)
(Gain) perte de change sur l'encaisse libellée en devises	(39 428)	106 145
	193 258	705 013
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(1 423 897)	(633 654)
	(1 230 639)	71 359
<b>Activités de financement</b>		
Remboursement de la dette à long terme	(170 174)	(162 811)
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations	(391 286)	(218 008)
Gain (perte) de change sur l'encaisse libellée en devises	39 428	(106 145)
Diminution de l'encaisse	(1 752 671)	(415 605)
Encaisse au début	8 701 059	9 116 664
<b>Encaisse à la fin</b>	6 948 388	8 701 059

Les transactions effectuées au cours de l'exercice dans les postes « Encaisse en fidéicommiss », « Dépôt à terme en fidéicommiss » et « Prêts et intérêts à recevoir » ne sont pas présentées à l'état des flux de trésorerie, car le montant cumulé disponible en devises est toujours le même. La variation du solde du fonds de dotation représente le gain ou la perte de change de ce montant disponible en dollars canadiens.

**Information supplémentaire**

Intérêts payés	126 343	141 114
----------------	---------	---------



## A M É R I Q U E S

L'année 2011–2012 a été marquée par une série d'élections dans les Amériques, comme au Guatemala et en Haïti. Malgré les enjeux liés à ces changements, le renouvellement du personnel politique confirme l'installation de la démocratie dans ces pays. Malgré une baisse de la pauvreté en Amérique latine, le fossé entre les riches et les pauvres se creuse, celle-ci demeure néanmoins prégnante et les enjeux de développement sont en somme demeurés les mêmes. Le CECI a donc poursuivi son travail en faveur de l'inclusion des jeunes et des femmes, d'une agriculture durable, et d'un développement local durable, dans les quatre principaux pays d'intervention du CECI que sont le Guatemala, le Salvador, la Bolivie et Haïti. Les questions de sécurité alimentaire et de gestion des risques et des urgences humanitaires demeurant toujours présentes.

### INCLUSION DES JEUNES

En ce qui concerne l'inclusion des jeunes, le CECI est intervenu tant en milieu rural qu'urbain, et toujours dans une perspective d'égalité entre les hommes et les femmes. Alors que la population âgée de moins de 35 ans représente 62 % de la population totale de la région, plusieurs défis se présentent à elle. La situation des jeunes n'est pas toujours facile dans un contexte de développement où les crises humanitaires viennent se conjuguer aux crises économiques.

Au cours de la dernière année, le CECI a changé la vie de nombreux jeunes hommes et femmes en améliorant leur situation d'employabilité et en promouvant l'entrepreneuriat. Cela a été le cas en Haïti à travers le club des jeunes entrepreneurs d'un projet de développement local, ainsi qu'à travers nos projets d'appui aux jeunes agriculteurs modèles et de formation professionnelle des jeunes filles.

Au Salvador et au Guatemala, le CECI a continué à combattre et à prévenir la violence chez les jeunes en favorisant l'exercice de la citoyenneté, en mettant de l'avant une approche holistique qui inclut les dirigeants communautaires, les organisations de la société civile, les gouvernements locaux ainsi que les autorités nationales. Ces différents acteurs mènent une action concertée au niveau des communautés dans trois grands domaines : l'insertion des jeunes par la mise de l'avant d'occasions économiques favorables, la prévention accrue de la violence dès le plus jeune âge à travers la gestion structurée du temps libre et de la formation professionnelle et le renforcement des gouvernements locaux et des services de base. La violence faite aux femmes est aussi abordée à travers toutes les actions menées par les projets.

### SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Du côté de l'agriculture durable le CECI agit dans une optique de sécurité alimentaire. À travers son projet de contribution à la sécurité alimentaire en Haïti, le CECI a visé l'augmentation de la production agricole de base tout en protégeant l'environnement dans les régions de l'Artibonite, du Nord et du Nord-Est. Ce projet, réalisé dans le cadre de l'Alliance agricole internationale, a su fournir avec brio une réponse à l'urgence tout en proposant une perspective à long terme protégeant l'environnement.

En outre, en misant sur le renforcement des capacités des femmes, le projet a permis d'aborder de front la question des rapports inégaux entre les femmes et les hommes. Ainsi, des milliers de femmes ont acquis le contrôle sur l'utilisation des crédits et des revenus, ont participé à des travaux traditionnellement réservés aux hommes, et ont occupé des postes de chefs d'équipe. Ces Haïtiennes, par leur participation active, ont pu influencer directement les processus de décisions.

Au Guatemala, où la malnutrition chronique des enfants de moins de cinq ans est la plus élevée en Amérique latine, un projet de développement économique local du Département de Sololà appui les filières agricoles porteuses, l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, et les alliances entre le secteur public et privé, pour la création d'emplois et de revenus stables en faveur de la population rurale et autochtone du département. En Bolivie et au Guatemala le CECI appuie, à travers son programme de coopération volontaire Uniterra, géré conjointement avec l'EUMC, des activités de partage et de renforcement des compétences destinées à des organisations de petits producteurs, visant à leur assurer des revenus plus équitables et de meilleures conditions de vie.

GUATEMALA HAÏTI  
SALVADOR  
BOLIVIE



© LEMIRE / SHOOTSTUDIO

#### SALVADOR

*La prévention accrue de la violence dès le plus jeune âge à travers la gestion structurée du temps libre est l'un des moyens mis de l'avant pour combattre la culture de la violence dans des pays comme le Guatemala et le Salvador, et changer la vie de milliers de jeunes.*

## URGENCE HUMANITAIRE

Haïti et l'Amérique centrale sont des régions à haut risque pour les catastrophes naturelles. Lorsque cela survient, dans les pays où le CECI est présent, des interventions d'urgence humanitaire sont mises en place. Le séisme de 2010 en Haïti a été particulièrement dévastateur. En 2011–2012, le CECI a poursuivi et terminé l'ensemble de ses interventions d'urgence entreprises au lendemain du 12 janvier 2010, ainsi que son projet de lutte et de prévention du choléra, en appui à la prise en charge des opérations par les autorités nationales, et réalisé conjointement avec les directions départementales sanitaires et la direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement.

En matière de gestion des risques et désastres, le CECI, par son projet sur la gouvernance locale, appuie l'État haïtien dans le cadre du renforcement du Système national de gestion des risques et des désastres. Le CECI contribue ainsi aux efforts de réhabilitation des zones affectées par les catastrophes naturelles, tout en renforçant les capacités institutionnelles et opérationnelles de la Direction de la protection civile à faire face aux risques et désastres dans le futur. Une vingtaine de sous-projets de mitigation, pilotés directement par les comités communaux de protection civile, ont été priorisés dans autant de communes des départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Nord.

En octobre 2011, pendant dix jours consécutifs, le passage de la tempête tropicale 12E, accompagnée de pluies incessantes, a lourdement affecté l'Amérique centrale, entraînant inondations, glissements de terrain et pertes matérielles énormes. Le CECI s'est alors mobilisé pour intervenir au Salvador et au Guatemala avec l'aide de ses équipes locales.

Au Salvador, le CECI est intervenu dans les municipalités de Ciudad Arce et San Juan Opico. Le projet a réhabilité plus de quarante latrines détruites par les inondations et a appuyé 419 familles dans le nettoyage de leurs habitats, des rues et des berges des rivières avoisinantes, afin d'assainir les lieux et d'éviter de nouveaux débordements et la contamination de l'eau. Le tout a été réalisé avec l'appui des autorités locales et de comités de volontaires. Enfin, deux salles de classe de l'école San Nicolás los Encuentros de San Juan Opico ont été réhabilitées au bénéfice de plus de 300 élèves et d'une douzaine de professeurs. En tout, ce sont 2000 personnes qui ont pu bénéficier de l'appui du CECI.

Au Guatemala, le CECI s'est orienté en priorité vers les familles sinistrées de trois municipalités du département de Chiquimula, et répondu rapidement aux besoins essentiels des populations les plus affectées. En collaboration avec les autorités et les ONG locales, les équipes du CECI ont procédé à la distribution de 462 trousse de cuisine, 200 cuisinières, 202 trousse d'hygiène personnelle, 200 trousse de produits de nettoyage, ainsi que de matériaux de construction à 200 familles et de filtres à eau à 578 autres. Enfin, des activités de mitigation des risques sont en cours afin de préparer ces populations aux prochaines catastrophes climatiques. En tout, ce sont près de 3000 personnes qui ont pu bénéficier de l'appui du CECI.



## EN BREF

### BÉNÉFICIAIRES

25 000 jeunes

### MISE EN ŒUVRE

Mars 2010  
à septembre 2014

### PARTENAIRES

Research Triangle  
Institute International  
(RTI), et différents  
partenaires locaux

### BUDGET

26 M\$ us accordés par  
USAID dont le budget  
d'opération de 3,4 M\$  
géré par le CECI

## Prévention de la violence

L'augmentation de la violence et de la criminalité au sein de la jeunesse guatémaltèque ces dernières années a entraîné des répercussions négatives sur le développement économique et la qualité de vie de la population. Afin d'améliorer la sécurité citoyenne dans les communautés ayant un taux de criminalité élevé, le CECI et son partenaire RTI international mènent une action concertée au niveau des communautés dans trois grands domaines : l'insertion économique des jeunes, la prévention accrue de la criminalité dès le plus jeune âge et le renforcement de la gouvernance des gouvernements locaux et des services de base.

La violence est une réalité profondément ancrée dans la société et dans le passé de cette population. Plus récemment le crime organisé et les narcotrafiquants font ravage dans la région. Malgré tout, en s'adressant efficacement à la jeunesse et en proposant d'autres options à la violence et à la criminalité, la société guatémaltèque chemine vers un futur pacifié.

Le projet mis en œuvre par le CECI met de l'avant un modèle holistique de prévention au niveau communautaire semblable à celui que nous avons utilisé au Salvador. Il est réalisé dans 10 municipalités de trois départements à risque élevé. Jusqu'à présent, 22 commissions de prévention au niveau communautaire ont été créées et 360 policiers formés dans le domaine de la prévention de la violence. Plus de 5000 jeunes ont reçu de la formation technique pour une meilleure insertion au travail et 6300 ont participé à des activités récréatives et culturelles, tandis que 37 000 personnes ont été sensibilisées sur les thèmes de la prévention de la violence et de la promotion de la citoyenneté.

### EXEMPLE D'UN PROJET HOLISTIQUE AU GUATEMALA

## EN BREF

### BÉNÉFICIAIRES

150 000 habitants

### MISE EN ŒUVRE

2007–2011

### PARTENAIRES

Gouvernement haïtien  
et plusieurs organisations  
de la société civile  
haïtienne

### BUDGET

1,5 million \$  
financés par le  
gouvernement haïtien  
et la Banque mondiale

## Transport et développement territorial

Les contraintes liées au transport et au développement territorial des zones rurales constituent un réel frein au développement socioéconomique en Haïti. D'où l'émergence, ces dernières années, d'initiatives du gouvernement haïtien axées sur la promotion du développement local. C'est dans ce contexte qu'est né le Projet de transport et de développement territorial (PTDT), dont l'objectif était la construction de la route nationale 3, et le développement territorial participatif de deux zones prioritaires d'intervention, soit la microrégion Nord et la microrégion du Sud-Est. Le CECI s'est vu confier la responsabilité de piloter la planification du développement territorial pour la microrégion Nord. Celle-ci, d'une superficie totale de 580 Km<sup>2</sup>, est fortement orientée sur l'agroalimentaire. Elle comprend cinq communes : Dondon, Milot, Grande Rivière du Nord, Saint-Raphaël, et Bahon.

Le mandat du CECI s'articulait autour d'une approche de développement territorial participatif et inclusif, impliquant tous les acteurs clés étatiques et non étatiques dans le diagnostic, l'analyse et l'identification des priorités stratégiques d'un plan de développement centré sur des investissements économiques et la mise en place d'un ensemble d'infrastructures et de services de base destinés à ancrer les fondements d'une croissance socioéconomique durable et équitable. À terme, les objectifs suivants ont été réalisés :

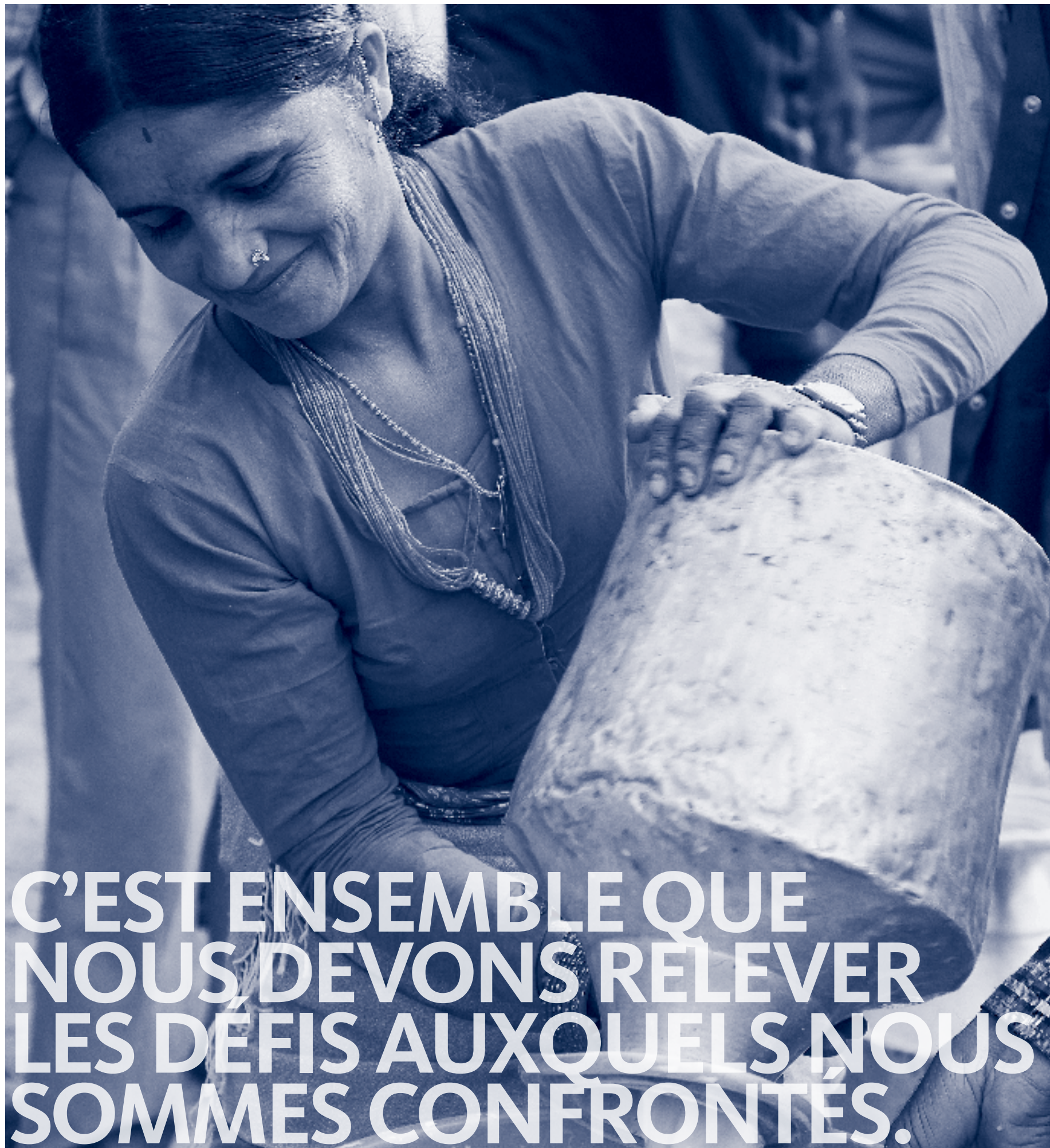
- Le processus participatif et inclusif de planification territoriale a été proprement conduit menant à la production d'un plan de développement microrégional;
- L'appui nécessaire, dont la Table départementale de concertation et la Direction départementale du ministère de la Planification dans le Nord (DDPN) avaient besoin pour renforcer leurs capacités, a été donné avec succès;
- Les ressources additionnelles nécessaires pour financer le Plan ont été mobilisées au-delà des espérances.

Au 31 décembre 2011, date officielle de clôture du processus, les premiers résultats avaient déjà une incidence positive sur la vie des communautés, et nous avons réussi à mobiliser des fonds additionnels de 2,8 millions de dollars, conformément à notre mandat, pour financer d'autres actions de développement identifiées par les acteurs.

### NÉPAL

*Le CECI est convaincu que les femmes doivent avoir un accès équitable aux retombées du développement et être partie prenante des processus de prises de décisions. Notre approche agit sur la complexité des rapports sociaux, culturels, économiques, politiques et environnementaux qui peuvent représenter des entraves à leur participation et au renforcement de leur pouvoir. Au Népal, des milliers de femmes ont ainsi acquis une confiance en elles qui a changé leur vie et celle de leur communauté!*

### EXEMPLE D'UN PROJET DYNAMIQUE DANS LE NORD D'HAÏTI



**C'EST ENSEMBLE QUE NOUS DEVONS RELEVER LES DÉFIS AUXQUELS NOUS SOMMES CONFRONTÉS.**

© JULIEN CARLIER

### LISTE DES PROJETS RÉALISÉS ET EN COURS EN 2011-2012

#### **BOLIVIE**

- Un Aguayo pour la vie, projet de santé maternelle et infantile
- Économie sociale et commerce équitable

#### **HAÏTI**

- Coopération volontaire en Haïti
- Développement touristique dans le département du Nord
- Gouvernance locale pour la gestion des risques et désastres
- Programme de développement local
- Protection du bassin versant de Cap-Haïtien

- Projet national de développement communautaire participatif en milieu urbain
- Appui aux déplacé-e-s
- Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire
- Développement communautaire et sécurité citoyenne
- Gestion des risques et désastres
- Recapitalisation des femmes commerçantes
- Reconstruction de l'école de l'institution Mère Délia détruite par le séisme
- Réponse à l'épidémie de choléra

#### **GUATEMALA**

- Développement économique local du département de Sololá
- Programme de développement pour les entreprises rurales au Guatemala
- Prévention de la violence
- Prévention des violences faites aux femmes et aux filles
- Renforcement des capacités des institutions pour la prévention de la violence en Amérique centrale par le biais de l'Observatoire OBSICA
- Économie sociale et commerce équitable
- Assistance humanitaire 12E

#### **SALVADOR**

- Projet de prévention communautaire de la violence
- Prévention des violences faites aux femmes et aux filles
- Renforcement des capacités des institutions pour la prévention de la violence en Amérique centrale par le biais de l'Observatoire OBSICA
- Assistance humanitaire 12E





## ASIE

En Asie en 2011–2012, le CECI a poursuivi ses efforts pour réduire les inégalités de toutes sortes. Au Vietnam et au Pakistan nous avons appuyé les populations vulnérables aux désastres naturels à mieux se prémunir, tout en répondant aux besoins pressants de développement au Népal. L'année a été marquée par la fermeture de notre bureau au Vietnam qui est maintenant un pays à revenu intermédiaire en voie de devenir un pays industrialisé d'ici 2020. Nous sommes fiers de nos 20 ans d'engagement dans ce pays, où nous avons changé de nombreuses vies en contribuant à la réduction de la pauvreté, qui est passée de 60 % à 14 %. Le Népal demeure aujourd'hui le principal pays de programmation du CECI en Asie, cependant que nous explorons les possibilités de nous investir dans d'autres pays de la région.

### AIDE HUMANITAIRE ET RÉDUCTION DES RISQUES

Au cours de nos 20 années au Vietnam, le CECI a développé une expertise importante quant à l'atténuation des risques encourus par les populations vulnérables, en région montagneuse, lors des catastrophes naturelles. Par son vaste programme de réduction de la vulnérabilité des minorités ethniques, le CECI et son partenaire français, l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement, ont privilégié une approche participative. Des représentants issus des communautés concernées ont été formés pour animer des ateliers de sensibilisation auprès des villageois, incluant les jeunes des écoles primaires et secondaires. Les besoins prioritaires des communautés ont ainsi été identifiés et pris en charge. Des digues ont été construites pour empêcher de nouvelles crues, conserver et préserver les terres agricoles. En période de typhon, les systèmes d'alerte permettent l'évacuation du village avant que la crue n'atteigne trois mètres. Forte de ses réussites, l'équipe de projet collabore maintenant avec les autorités pour reproduire ce modèle vertueux au rang national.

En 2011–2012, 4376 étudiants et 320 professeurs ont été sensibilisés; 73 chefs de village et 20 198 villageois ont amélioré leurs connaissances sur la réduction des risques en cas de désastre; alors que 16 955 villageois de 73 villages ont bénéficié de petites infrastructures ou de programmes de formation. Le CECI a également mené des activités de réduction

des risques en cas de désastre au Népal comme au Pakistan, alors que les impacts des changements climatiques se font de plus en plus sentir. Au Népal, le CECI offre un appui technique au PNUD en vue du renforcement des institutions et du cadre législatif népalais dans le but de réduire les risques en cas de catastrophe. Au sein d'un consortium d'organisations locales, nous avons également soutenu le gouvernement népalais dans sa planification pour l'adaptation aux changements climatiques, par un accompagnement du ministère de l'Environnement en matière de sensibilisation, de renforcement des capacités et des moyens pour lutter efficacement contre les désastres naturels.

Au Pakistan, notre projet, visant à rétablir les moyens de subsistance des femmes et des hommes victimes des inondations de 2010, a ciblé les familles les plus vulnérables. 1800 ménages ont reçu 72 tonnes en semence de riz, 191 tonnes de fertilisants et 1440 casiers d'entreposage. 1769 ménages ont reçu de l'argent en échange de leur participation à la réhabilitation de 23 petites infrastructures agricoles. De plus, 1800 femmes ont reçu des semences, des fertilisants et des ustensiles de cuisine et de jardin et 1905 ont reçu des kits de survie, du fourrage, de l'appui et de la formation. 3600 enfants d'âge scolaire ont été sensibilisés aux problèmes nutritionnels et à l'importance d'une saine alimentation.

### AGRICULTURE DURABLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Avec plus de la moitié de sa population vivant avec moins de 1,25 dollar us par jour, le Népal fait partie des États les plus pauvres de la planète. 80 % de la population vivant en zone rurale, l'agriculture demeure la base de l'économie. Depuis 1995, le gouvernement mène une politique de décentralisation de la gestion des forêts en donnant aux habitants le contrôle de la terre et des ressources. Chaque forêt népalaise est ainsi gérée par un Groupe d'utilisateurs des forêts communautaires. Depuis 2004, le CECI, par le biais de son programme de coopération volontaire Uniterra, géré conjointement avec l'EUMC, appuie la Fédération des groupes d'utilisateurs par un projet de gestion durable de la forêt. De nouvelles opportunités de commercialisation pour les groupes d'utilisateurs ont été développées, quatre

nouvelles usines de traitement du papier fait main et des huiles essentielles ont été créées, et les prix de vente ont augmenté.

En 2011–2012, le projet Sahakarya a complété l'ensemble de ses activités en agriculture, dépassant ses objectifs en rejoignant 12 000 ménages dans 146 villages. Les 471 formations et toutes les activités prévues relativement à la construction de petites infrastructures d'irrigation, de marketing, de distribution des semences, ou d'apiculture ont eu lieu, alors que 801 hectares ont été irrigués. La moyenne de production par ménage est maintenant de 891 kg / ha pour une production totale de 4657 tonnes, dont 73 % a été commercialisée. Le revenu moyen des familles est passé de 72 dollars à 191 dollars grâce à la vente des récoltes.

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET BONNE GOUVERNANCE

En 2008, après 10 ans de guerre civile, le Népal a aboli la monarchie, proclamé la République et élu une Assemblée constituante devant mener à l'adoption d'une nouvelle constitution. Mais les travaux ont achoppé au printemps 2012. Or, les défis en matière de gouvernance et de développement sont déjà énormes : lutte contre la corruption, transparence, imputabilité...

Dans le cadre du Programme pour l'imputabilité au Népal (PRAN) financé par la Banque mondiale, le CECI agit comme gestionnaire de subventions à l'aide d'un modeste fonds de 630 000 dollars us. Le programme appuie les organisations de la société civile népalaise dans leur engagement à réclamer une meilleure gouvernance de la part de leurs autorités. En tant que gestionnaire, le CECI instaure les critères de sélection pour l'allocation de subventions, s'assure de faire connaître le programme à travers le pays et vérifie le bon déroulement des projets sélectionnés.

Cette année, le CECI a versé 30 subventions à autant d'organisations provenant de diverses régions du Népal, pour la mise en œuvre d'activités dans 32 districts. Pour bénéficier de subventions, les organisations doivent démontrer que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et la participation des femmes dans les activités sont assurées.

Aussi, dans le but de contribuer à une plus grande harmonie sociale et à la réduction des tensions ethniques, le CECI, en partenariat avec l'ONG népalaise

Worldview, accompagne et offre un appui technique aux divers groupes minoritaires dans la promotion et la création de produits culturels. Ce projet, intitulé Sahaastitwa, fait la promotion de la diversité et du respect des droits culturels à l'échelle nationale, par des publicités diffusées dans les médias locaux et des actions de sensibilisation. Plus de 65% des 125 producteurs ont fabriqué des produits de qualité avec de nouvelles conceptions et se sont engagés à multiplier les points de vente. Leurs revenus ont augmenté de 25 à 35%. Plus de 60% des 125 producteurs sont des femmes, principales détentrices des savoirs traditionnels. On estime que 9 millions de personnes issues de groupes ethniques, castes et religions différentes bénéficieront directement ou indirectement des retombées du projet.

Malgré notre retrait du Vietnam, nous poursuivons jusqu'en 2014, à travers notre programme de coopération volontaire Uniterria, mis en œuvre conjointement avec l'EUMC, un projet de formation professionnelle en lien avec le développement des entreprises touristiques. Depuis 1994, Hoa Sua, une école de formation professionnelle dans le secteur hôtelier, vient en aide aux jeunes défavorisés en leur offrant une formation de qualité favorisant leur employabilité. Cette école a mis en œuvre un modèle innovateur de gestion d'entreprises et de formations pratiques en collaboration avec l'industrie touristique afin de répondre aux besoins spécifiques du secteur.

### EN BREF

**BÉNÉFICIAIRES**  
50 000 ménages

**MISE EN ŒUVRE**  
Septembre 2003  
à mars 2012

**PARTENAIRES**  
Gouvernement du Népal,  
13 organisations non  
gouvernementales (ONG)  
locales et coopératives

**BUDGET**  
9 400 000 \$ CA  
financés par l'ACDI

## Sahakarya

### « Ensemble pour le développement »

Dans les régions montagneuses de l'Ouest du Népal, Sahakarya, qui signifie « travailler ensemble » en népalais, a réussi à améliorer la situation socioéconomique de plus de 50 000 ménages. Grâce à des séances d'information et au renforcement des capacités de 1251 organisations communautaires, le CECI a permis aux producteurs agricoles d'accroître la sécurité alimentaire de leur région en favorisant la participation des populations dans les processus de planification gouvernementaux.

Un changement important dans la population quant à la compréhension de leurs droits s'est opéré, ce qui a eu pour effet d'accroître leurs capacités à articuler leurs demandes et à exiger des autorités qu'elles soient responsables. C'est notamment le cas des femmes qui ont gagné confiance en elles en apprenant à faire valoir leurs demandes pour obtenir des fonds. La participation des femmes au sein des comités de direction des organisations locales s'est accrue de 68%, ce qui a augmenté le niveau de sensibilisation des populations quant aux iniquités entre les hommes et les femmes.

Lors de la sélection des bénéficiaires et pendant la formation, l'équipe de Sahakarya s'est assurée que des femmes, de toutes les castes et ethnies marginalisées, soient présentes et occupent une place importante dans le processus de mise en marché des produits agricoles, autant pour le transport que pour la vente. Par ailleurs, plusieurs fermiers ont réussi à augmenter de façon significative leur production de cultures à fort rapport économique. Assurer une plus grande sécurité alimentaire tout en diminuant la discrimination sociale, le CECI prouve que c'est possible. Le projet a inspiré le gouvernement népalais et plusieurs bailleurs de fonds qui en adoptent aujourd'hui le modèle.

EXEMPLE  
D'UN PROJET  
STRUCTURANT AU  
NÉPAL

CONSULTEZ NOTRE  
SITE INTERNET  
POUR EN SAVOIR  
PLUS SUR CHACUN  
DE NOS PROJETS...

WWW.  
CECI  
.CA

### LISTE DES PROJETS RÉALISÉS ET EN COURS EN 2011-2012

#### VIETNAM

- Développement du secteur privé
- Résilience des communautés face aux désastres

#### NÉPAL

- Sahaastitwa : Renforcement des cultures locales pour construire l'harmonie au Népal
- Programme pour l'imputabilité

- Gestion durable de la forêt
- Changement climatique : mitigation des risques
- Sahakarya : « Ensemble pour le développement »

#### PAKISTAN

- Appui aux familles victimes des inondations

**BOLIVIE**

Basés sur le renforcement mutuel d'organisations et de réseaux, les programmes de volontariat mettent en commun les expertises et les savoir-faire afin d'agir plus efficacement contre la pauvreté et changer des vies!



À travers ses programmes de coopération volontaire, le CECI, chaque année, compte sur la participation de plus de 450 volontaires qui font la différence sur le terrain dans la réussite de nos projets et l'atteinte de résultats probants.



Agence canadienne de  
développement international

Canadian International  
Development Agency

Toutes les activités du CECI au Canada et dans le monde n'auraient pu être possibles sans le financement de notre partenaire canadien, l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Le programme de coopération volontaire en Haïti est réalisé conjointement avec l'Entraide universitaire mondiale du Canada (WUSC/EUMC), la Fondation Paul Gérin-Lajoie et le SACO. >>> [www.pcvhaiti.ca](http://www.pcvhaiti.ca)



Le programme Uniterra est réalisé conjointement avec l'Entraide universitaire mondiale du Canada. >>> [www.uniterra.ca](http://www.uniterra.ca)

**uniterra**  
UN PROGRAMME CECI & EUMC



3000, Omer-Lavallée, Montréal (Québec)  
H1Y 3R8 CANADA  
T 514.875.9911 | F 514.875.6469  
info@ceci.ca

© MICHEL HUNEULT

GRAPHISME: ALAIN THÉROUX DESIGN